

Honduras: menaces, pressions et guerre psychologique sur les électeurs

28-11-2009

"Ne votez pas, parce que si vous le faites votre vie sera en danger". La phrase était écrite sur un mur blanc, mercredi, à peu de distance du Siège de Gouvernement de Tegucigalpa. Mais le lendemain, elle avait déjà été recouverte par une épaisse peinture. Sans signature et sans aucune donnée qui pouvait identifier les auteurs, la menace - dans un pays dans lequel la violence est monnaie courante - fait partie d'une "guerre psychologique" qui s'est renforcée cette dernière semaine, avec l'éclatement de pétards et d'explosifs de faible puissance, et des menaces de bombe dans plusieurs édifices.

D'un autre côté, le gouvernement putshiste - avec le soutien de la majorité des médias - a lancé une campagne pour que les gens aillent voter sans peur demain, comme seule alternative pour mettre fin à la crise politique déclenchée après le coup d'État du 28 juin dernier contre Manuel Zelaya.

Dans les derniers jours sont arrivés plusieurs faits qui ont mis en alerte les forces de sécurité.

Lundi, à El Progreso, département de Yoro, 230 kms au nord de la capitale, la ville du président de facto Roberto Micheletti, les autorités ont perquisitionné une maison dans laquelle elles ont trouvé une mitrailleuse M69, un fusil de chasse, des munitions, des ordinateurs et des autos volées. Quelques jours après, un explosif a éclaté contre l'un des bureaux de la Cour Suprême de Justice, un jour avant qu'il ne se prononce sur la restitution de Zelaya. Et jeudi, un cocktail molotov a été placé sous un bus, propriété de Micheletti.

Et hier a circulé une information, qui n'a pas été confirmée, selon laquelle un attentat a eu lieu dans le département de Santa Barbe, au nord du pays, trois personnes seraient mortes et une blessée durant l'attaque d'un omnibus. "Nous ne savons pas qui sont ceux qui produisent ces faits, mais nous avons des indices qui indiquent que ce n'est pas le Front de la Résistance mais quelques militants libéraux zelayistes", a dit à Clarín une source policière.

Cependant, ici il faut tout prendre avec des pincettes parce que la résistance soupçonne que ces incidents sont montés par les forces de sécurité pour discréditer ceux qui s'opposent au coup d'Etat et le propre Zelaya, a confié à Clarín Juan Barahona, du Front.

Il n'y a pas seulement des slogans muraux artisanaux. Il y a aussi des affiches sans signature avec des menaces similaires à celle de ce mur blanc. À tel point que le candidat libéral la présidence, Elvin Santos est sorti mardi - comme parti de sa campagne, accompagné de tous les médias - pour décoller ces affiches, collées sur les murs.

"Je ne sais pas si je vais aller voter. Cela me fait un peur ce qui se dit, qu'il peut se passer quelque chose dans les bureaux de vote", dit à Clarín un vendeur d'un shopping de cette capitale. Ses trois compagnons assurent en revanche qu'ils voteront demain. Malgré tout, cette capitale apparaît tranquille, sans présence militaire et policière accablante, au contraire de ce qui se passe à l'intérieur du pays, comme le dénoncent des organisations sociales, liées à la résistance.

Comme partie de cette "guerre psychologique" et sans apporter beaucoup de preuves, le Comité de Familles de Détenus Disparus au Honduras a dénoncé que le gouvernement de facto a dépensé ces derniers mois 12 millions de dollars pour "s'armer jusqu'aux dents" pour réprimer ceux qui s'opposent aux élections, avec des camions à eau et 10.000 grenades lacrymogènes, 5.000 projectiles de 37 millimètres de gaz lacrymogène, achetés aux Etats-Unis - selon l'organisme - pour une valeur de 930.000 dollars.

Par contre ce qui semble être confirmé, bien qu'aucune source s'anime à l'affirmer publiquement, est la présence de 800 étasuniens qui il y a 15 jours sont arrivés dans le pays pour réaliser des tâches d'intelligence.

Des sources diplomatiques ont confié à Clarín que tous sont des latinoss et sont distribués dans différents points clefs du pays - en essayant de passer pour des honduriens - pour éviter des actes de violence et pour contrôler les passages frontaliers qui pourraient arriver à être des scénarios de conflit. Les soupçons, bien sûr, pointent la frontière le sud, avec le Nicaragua. Le climat est d'une paranoïa modérée. A tel point que depuis mardi, le gouvernement de facto de Micheletti a ordonné la prohibition de porter des armes, dans un pays qui a presque 250 000 armes déclarées et 500 000 autres qui circulent de manière illégale. On se médie à tel point de ce qui pourrait arriver dans les derniers jours de la campagne que l'on raconte que le candidat à la présidence Porfirio "Pepe" Lobo, du Parti Conservateur, a engagé une entreprise israélienne pour qu'elle lui offre une sécurité à lui et à toute sa famille.

Les plus de 5 000 centres de vote seront gardés par 30 000 policiers et militaires, en plus des 5 000 "réservistes" que personne ne sait bien qui ils sont. Clarín, 27 novembre 2009. <http://www.clarin.com/diario/2009/11/28/um/m-02050361.htm> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>